

Inquiétudes renouvelées pour la sécurité de l'investiture de Joe Biden

Le FBI met en garde contre des risques de violences dans les cinquante États américains avant l'investiture du président démocrate le 20 janvier.

Par **Adrien Jaulmes**

Publié il y a 10 heures,

Mis à jour il y a 4 heures



Des soldats de la Garde nationale patrouillent le long de la clôture érigée autour du Capitole après le 6 janvier. *DANIEL SLIM / AFP*

Correspondant à Washington

La situation politique aux États-Unis prend un tour de plus en plus incertain à l'approche de la fin du mandat de Donald Trump. Alors que le Congrès a lancé contre le président sortant une motion de destitution, le FBI a mis en garde contre des projets de

manifestations armées, susceptibles d'éclater dans les cinquante capitales des États, ainsi qu'à Washington D.C, la capitale fédérale, dans les jours précédant l'investiture du président élu Joe Biden, le 20 janvier.

Cet avertissement de la part de l'Agence fédérale fait craindre que les violences qui se sont déroulées mercredi à Washington se reproduisent cette fois dans tout le pays, avec des conséquences imprévues. Le bureau n'a pas fait d'annonce officielle, mais des fonctionnaires se sont adressés anonymement à plusieurs médias. Le FBI est allé jusqu'à évoquer des menaces de «*soulèvement*» si le président Donald Trump est destitué, soit par le 25e amendement, soit par un vote du Congrès, avant le jour de l'investiture de Joe Biden.

Le FBI a aussi alerté les forces de l'ordre dans tous les États-Unis contre des risques d'insurrection armée contre les assemblées législatives. *«Alors que notre pratique habituelle est de ne pas commenter des renseignements spécifiques, le FBI assure de son soutien ses partenaires des forces de l'ordre dans les États, les municipalités et au niveau fédéral pour maintenir la sécurité publique dans les communautés que nous servons, a déclaré le bureau fédéral dans un communiqué. Nos efforts se concentrent sur l'identification, l'enquête et la mise hors d'état de nuire des individus qui incitent à la violence et se livrent à des activités criminelles.»*

Cette alerte serait essentiellement basée sur une surveillance des forums de discussions des partisans de Donald Trump, où des appels auraient notamment été lancés pour une *«Marche d'un million de miliciens»* avant le 20 janvier, jour prévu de l'entrée en fonction de Joe Biden. *«L'incursion de la foule au Capitole le 6 janvier a prouvé que le transfert de pouvoir aux États-Unis comporte des dangers sans précédent dans l'histoire moderne, a mis en garde le centre de réflexion International Crisis Group. Les dirigeants politiques des deux partis doivent de toute urgence explorer leurs options constitutionnelles pour protéger la population et les institutions du pays contre leur propre président.»*

La Garde nationale a été mobilisée à Washington en prévision de la cérémonie d'investiture de Joe Biden. Les responsables de nombreux États ont déjà commencé à prendre des mesures pour renforcer la sécurité et prévoir des violences

supplémentaires. Lundi, le gouverneur démocrate du Wisconsin, Tony Evers, a aussi activé la Garde nationale en soutien à la police du Capitole à Madison. Samedi, des manifestants armés avaient encerclé le Capitole du Kentucky.

Ajoutant à l'atmosphère de flottement qui règne au sommet de l'État fédéral, Chad Wolf, le secrétaire par intérim à la Sécurité nationale, a annoncé sa démission lundi soir.

Nommé par Donald Trump, Wolf a justifié son départ par des récentes décisions de justice qui contestaient la validité de sa nomination, notamment pour des affaires liées à la politique d'immigration. Quelle que soit la raison de sa démission, il laisse un peu plus désorganisé le Département de la Sécurité nationale (Homeland Security), dont de nombreux postes n'ont pas été pourvus par l'administration Trump. C'est de ce ministère dont dépend notamment le Secret Service, la force chargée d'assurer la sécurité du président Trump et celle de son successeur Joe Biden, ainsi que celle des cérémonies de transition entre les deux administrations, se retrouve un peu plus désorganisé.

Interrogé voici quelques mois sur ce qui se passerait si Donald Trump refusait de quitter le pouvoir, Biden avait expliqué que le Secret Service serait en mesure de l'escorter en dehors de la Maison-Blanche.

Donald Trump, privé de son compte Twitter, suspendu depuis vendredi dernier en raison des risques d'incitation à la violence que représentent ses messages, ne s'est pas exprimé publiquement depuis lors. Il a en revanche rencontré pour la première fois depuis mercredi le vice-président Mike Pence. Rien ou presque n'a filtré de l'entretien entre les deux hommes, dont les relations s'étaient détériorées depuis que Pence avait refusé de suspendre la séance de décompte officiel des votes au Congrès.

Trump devrait se rendre mardi au Texas pour marquer l'achèvement d'une section du mur frontalier, dont la construction avait été l'une de ses promesses de campagne. Mais il est probable que le président sortant s'exprime en public à cette occasion. Ce serait sa première intervention depuis jeudi, quand il avait diffusé un discours enregistré appelant sans conviction à la réconciliation.

À VOIR AUSSI - Joe Biden assure ne pas «avoir peur» de prêter serment après l'assaut sur le Capitole